

LE BULLETIN DE L'EDIEC

EA n° 4185

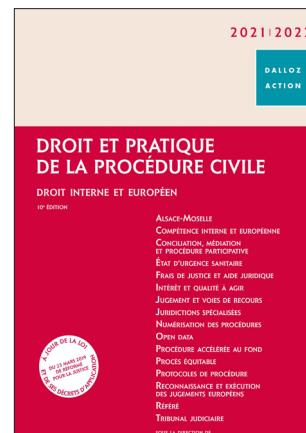
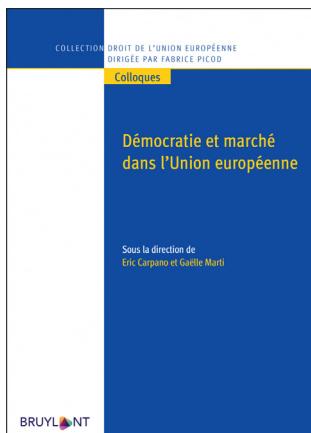
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 - FACULTÉ DE DROIT

N° 25

SOMMAIRE

Publications	2
Communications	7
Manifestations	8
Focus : <i>Le Podcast du droit international</i>	10
Formation par la recherche	11
Vie de l'équipe	13
Agenda	14
Nous suivre sur le web	15
En savoir plus sur nos activités	16

1^{er} Trimestre
2021



Eric Carpano et Gaëlle Marti (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, Droit de l'Union européenne/ Colloques, 2021, 480 p., 9782802766179

Présentation de l'éditeur

Alors que le marché est au fondement même de la construction européenne, la démocratie ne l'a rencontrée que plus tardivement. Les deux notions sont désormais citées comme faisant partie à la fois des valeurs sur lesquelles l'Union est fondée, et des objectifs que celle-ci a pour mission de réaliser. Si les deux notions sont en apparence placées sur un pied d'égalité, voire censées se nourrir l'une de l'autre, la réalité est plus complexe. La prééminence accordée au marché intérieur a eu pour conséquence de subordonner de nombreux choix de politique publique à son fonctionnement. Cette déconstruction progressive des démocraties nationales n'a été qu'imparfaitement compensée par la démocratisation de l'Union européenne elle-même.

Les crises que traverse actuellement l'Union européenne le démontrent à suffisance (crise de la zone euro et question de sa gouvernance, phénomènes de repli identitaire, concurrence normative, montée des populismes alimentée par la critique du « tout-marché », Brexit, etc.).

Sans s'exclure mutuellement, la logique du marché et la logique démocratique sont en friction constante et la recherche d'une conciliation entre les deux est la condition de la poursuite du projet d'intégration européenne.

Les logiques ne sont toutefois pas forcément contradictoires. Il est en effet possible de considérer le marché comme la conséquence de choix collectifs économiques et sociaux formulés de manière démocratique. La démocratie devient ainsi le support nécessaire du marché, qu'elle a pour but de réguler. De même, le marché peut devenir un instrument du projet démocratique dès lors qu'il est utilisé afin de réaliser des objectifs non économiques définis par le biais démocratique. Le marché devient ici un moyen au service de la démocratie, dont il contribue à solidifier les assises.

Le présent ouvrage vise à appréhender cette thématique autour de deux grands axes : la collision entre marché et démocratie (1^e partie) et la (ré) conciliation entre marché et démocratie (2^e partie).

Frédérique Ferrand et al., *Droit et pratique de la procédure civile 2021/2022. Droit interne et européen* / dir. Serge Guinchard (avec Serge Guinchard, Monique Bandrac, Corinne Bléry, Georges Bolard, Vincent Bolard, Nicolas Cayrol, Didier Cholet, Dominique d'Ambra, Carole Fattaccini, Natalie Fricero et Henri Gerp), 10^e éd., Dalloz Action, 2021, 2580 p., 9782247187485

Présentation de l'éditeur

À chaque étape de la procédure, selon un plan chronologique, depuis l'engagement du procès à l'exercice des voies de recours et jusqu'au paiement des frais de l'instance, à chaque hésitation du praticien, des solutions concrètes sont présentées. Une large part est accordée aux règles du procès équitable élaborées par la Cour européenne des droits de l'Homme et au droit de l'Union européenne en procédure civile. Cette 10^e édition intègre les derniers développements de la loi de mars 2019, de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice, et de ses décrets d'application.

Parmi la réorganisation des juridictions et la réforme des procédures sont notamment étudiées :

- la fusion des tribunaux d'instance dans les tribunaux de grande instance,
- la création du tribunal judiciaire et des chambres de proximité,
- le nouveau juge des contentieux de la protection,
- la création de la Juridiction nationale de l'injonction de payer,
- la nouvelle procédure accélérée au fond,
- la réforme de l'exécution provisoire,

De nouveaux chapitres sont également consacrés à la numérisation de la justice. Des tableaux synoptiques sur la compétence ont été créés.



Frédérique Ferrand et al., *Droit processuel. Droit commun et droit comparé du procès équitable* (avec Serge Guinchard, Cécile Chainais, Constantin S. Delicostopoulos, Ioannis S. Delicostopoulos, Mélina Douchy-Oudot, Frédérique Ferrand, Xavier Lagarde, Véronique Magnier, Hélène Ruiz-Fabri, Laurence Sinopoli et Jean-Marc Sorel), 11^e éd., Dalloz, Précis, 2021, 1600 p., 9782247206643

Présentation de l'éditeur

La présente édition (la 11^e) sort en pleine actualité des conséquences du Brexit au 1^{er} janvier 2021 et des questions que certains se posent quant au rôle de l'Europe dans la protection de leurs droit fondamentaux, en coordination avec les instruments nationaux qui symbolisent la souveraineté des 27 États qui composent désormais l'Union européenne.

Sous ce regard, elle apporte des réponses à leurs légitimes interrogations. Au-delà de l'Europe, une place particulière a été faite à la jurisprudence du Conseil constitutionnel, notamment celle issue des questions prioritaires de constitutionnalité, de plus en plus nombreuses, notamment en matière pénale ou pour connaître des suites de la proclamation de l'état urgence sanitaire au printemps 2020 qui a conduit la France à restreindre certaines libertés, à aménager l'accès au juge et le déroulement des procès, voire l'exécution des jugements.

Frédéric Sudre, Laure Milano, Hélène Surrel et Béatrice Pastre-Belda, *Droit européen et international des droits de l'homme*, 15^e éd. mise à jour, PUF, Droit fondamental, 2021, 1020 p., 9782130825487

Présentation de l'éditeur

Au sein du droit international des droits de l'homme, le droit de la convention européenne des droits de l'homme fournit le modèle le plus abouti de garantie effective des droits de l'homme proclamés au plan international. Doté d'un mécanisme de contrôle juridictionnel, il garantit des droits concrets et effectifs dont le juge national doit assurer le respect. Régulièrement mis à jour, ce manuel, après avoir exposé les fondements du droit international des droits de l'homme, procède à l'étude du droit positif dans le cadre européen. Prenant appui sur l'abondante jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, il analyse les principes directeurs qui gouvernent le droit de la convention, la procédure de contrôle et le régime juridique des droits garantis, et montre comment le droit européen, relayé par la jurisprudence des juridictions nationales, irrigue aujourd'hui largement le droit interne.

CONTRIBUTIONS ET ARTICLES

Louis d'Avout

La saisie-attribution française dans le contexte international. Note sous Cass. 2^e civ., 10 décembre 2020 (2 arrêts), *D.*, 2021, p. 217-221

Maxime Barba

Brèves réflexions sur l'objet de la preuve à l'aune du nouveau Code civil belge, *RIDC* 2021-1, p. 103-128

La motivation de l'exception d'incompétence internationale, *Gaz Pal.*, 30 mars 2021, n° 13, p. 23-25

L'effet papillon et l'appel-compétence : petites erreurs, graves conséquences (Cass. 2^e civ., 22 octobre 2020 ; 2 esp., n° 18-19768 et n° 19-17630), *LPA*, 22 janvier 2021, n° 16, p. 11 et suiv.

Chronique : Nouvelles retouches de l'appel civil ou le syndrome de la réforme permanente. À propos du décret n° 2020-1452 du 27 novembre 2020, *D.*, 2021, p. 39-45

Marie-Laure Basilien-Gainche

« Exil », p. 248-250 in Valère Ndior (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, 569 p.

« Réinstallation/Relocalisation des migrants », p. 479-480 in Valère Ndior (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, 569 p.

Nicolas Bouche

Un an de procédure en droit de la propriété intellectuelle (octobre 2019 – septembre 2020), *Procédures*, 2021, chronique 2

Gautier Bourdeaux, Michel Menjucq et Cyril Nourissat

Chronique « Commerce international – Droit du commerce international », *JCP G*, 2021, doctrine 132 et *JCP E*, 2021, étude 1124

Mathieu Cardon

« Concurrence et démocratie (1^{re} partie) », p. 169-180 in **Éric Carpano et Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p

Éric Carpano

« L'extension du domaine du marché ou la crise du capitalisme démocratique dans l'Union », p. 21-30 in **Éric Carpano et Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

L'État de droit intégré, *Rev. Union eur.*, n° 645, février 2021, p. 98-102

Amaury Cravarezza

« Expertise et démocratie dans l'encadrement juridique du marché », p. 131-152 in **Éric Carpano et Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

Alain Devers

Absence d'agrément pour adopter. Observations sous Cass. 1^{re} civ., 2 décembre 2020, n° 19-21.084, *Dr. famille*, 2021, comm. 51

L'(in)efficacité internationale des contrats de séparation de biens. Note sous Cass. 1^{re} civ., 2 décembre 2020, n° 18-20.691, *Dr. famille*, 2021, comm. 50

Étienne Durand

« Le marché au service de la démocratie : l'exemple de la protection de l'environnement », p. 291-306 in **Éric Carpano et Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

Frédérique Ferrand

« Conclusions », in Valérie Goesel-Le Bihan et Jeremy Heymann (dir.), *Les Transversales de Lyon 2 – 2019. Comment sont motivées les décisions de justice ?*, Lyon, Les Transversales de Lyon 2, Actes en ligne, 2021

« De la comparaison des justices civiles en France et en l'Allemagne – Et à la fin, c'est toujours l'Allemagne qui gagne (?) », p. 784-797 in Pascale Deumier, Olivier Gout, David Hiez, Ingrid Maria et André Prüm (coord.), *Mélanges en l'honneur de Pascal Ancel*, Bruxelles, Larcier, 2021, 940 p.

Ymane Glaoua

Quand la cour d'appel accorde ses violons en matière de propriété intellectuelle. Note sous CA Versailles, 9 février 2021, *Veuve Ingigliardi c/ SAS Warner Music France*, n° 19/01470, *Les MÀJ de l'IRPI* [en ligne], n° 26, mars 2021, p. 7-8

En Moldavie le droit d'auteur rend la monnaie de sa pièce. Note sous Cour EDH, 8 décembre 2020, *AsDac c/ République de Moldavie*, n° 47384/07, *Les MÀJ de l'IRPI* [en ligne], n° 24, janvier 2021, p. 3-4

Hélène Hamant

Sécurité et énergie. La politique énergétique de l'UE. Le cas du gaz russe, *Paix et Sécurité européenne et internationale* [en ligne], n° 15, 12 décembre 2020

Jeremy Heymann

« Union européenne – Compétence judiciaire. Reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale [Règlement (UE) n° 1215/2012, 12 décembre 2012]. Compétences spéciales. Options de compétence. Compétence dérivée. Article 9 », *JurisClasseur Procédure civile*, fasc. 2100-12, mars 2021

« Synthèse. Droit européen des transports », *JurisClasseur Europe Traité*, février 2021

Michaël Karpenschif

« Le droit des aides d'État face au Covid-19 : un remède efficace ? », p. 46-50, in Sébastien Brameret (dir.), *Covid-19 et concurrence*, *RLC*, 2021/103, n° 3991, p. 46-50

« Aides d'État et démocratie », p. 195-208 in **Eric Carpano et Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

Faux contrats de prestations de services conclus avec les aéroports et vraie allocation d'aides d'État aux compagnies aériennes, *RLC* 2021/102, n° 3979, p. 35-40

Bernadette Le Baut-Ferrarese

Le Traité sur la Charte de l'énergie au défi de la transition énergétique, *Énergie – Env. – Infrastr.*, 2021, étude 2

Gaëlle Marti

« La Cour de justice et les choix de politique publique des États membres de l'Union européenne », p. 93-104 in **Eric Carpano et Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie et marché dans l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

« L'influence de la doctrine sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne », p. 239-249 in Brunessen Bertrand et Laure Clément-Wilz (dir.), *Les méthodes et stratégies dans l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, Droits européens, 2021, 286 p.

Kiara Neri

« Obligation de prêter assistance », p. 393-395 in Valère Ndior (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, 569 p.

« Twitter, Tweet », p. 530-532 in Valère Ndior (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, 569 p.

Cyril Nourissat

Chronique Droit notarial de l'Union européenne (août 2020 – janvier 2021), *Defr.*, 4 mars 2021, n° 10, p. 24-29, n° 169e8

Contentieux du transport – Inopposabilité de la clause attributive de juridiction stipulée dans un contrat de transport de passage. Note sous CJUE, 1^{re} ch., 18 nov. 2020, *Ryanair DAC*, aff. C-519/19, *Procédures*, 2021, comm. 70

Contentieux de la consommation – La notion de consommateur fait une nouvelle fois tapis... Note sous CJUE, 6^e ch., 10 déc. 2020, *A. B., B. B. c/ Personal Exchange International Ltd*, aff. C-774/19, *Procédures*, 2021, comm. 69

Contentieux de la concurrence – Action en cessation d'un abus de position dominante. Note sous CJUE, gr. ch., 24 nov. 2020, *Wikingerhof GmbH & Co. KG c/ Booking.com BV*, aff. C-59/19, *Procédures*, 2021, comm. 68

Compétence exclusive – Compétence en matière de droits réels immobiliers. Note sous CJUE, 1^{re} ch., 11 nov. 2020, *Ellmes Property Services Ltd*, aff. C-433/19, *Procédures*, 2021, comm. 67

Europe – Directive européenne « actions représentatives » : *Ehh, What's Up Doc?* *Procédures*, 2021, repère 3

Editorial. N'espérez pas vous débarrasser des livres, *Defr.*, 18 février 2021, n° 8, 168y7, p. 1

Ludovic Pailler

« Accès aux biens et aux services », p. 12-13 *in* Delphine Tharaud et Caroline Boyer-Capelle (dir.), *Dictionnaire juridique de l'égalité et de la non-discrimination*, Paris, L'Harmattan, Logiques juridiques, 2021, 394 p.

« Charte des droits fondamentaux », *in* Delphine Tharaud et Caroline Boyer-Capelle (dir.), *Dictionnaire juridique de l'égalité et de la non-discrimination*, Paris, L'Harmattan, Logiques juridiques, 2021, 394 p.

Procédure nationale d'exécution – Règl. (UE) n° 1215/2012 – Élément d'extranéité – Cohérence – Reconnaissance et exécution – Art. 18 TFUE – Art. 47 de la Charte – Droit d'obtenir un titre exécutoire éligible à l'application du règlement (UE) n° 1215/2012. Commentaire de CJUE, 7 mai 2020, aff. C-267/19 et C-323/19, *JDI*, n° 1/2021, commentaire 5

Pas de droit fondamental à la protection des données pour les personnes morales (CJUE, 10 décembre 2020, *Land Nordrhein-Westfalen c/ DHT*, aff. C-620/19), *RLDI*, n° 177, janvier 2021, n° 5897, p. 21-23

Cécile Pellegrini

Conflit de juridictions – Contrat de transport – Transport aérien – Règlement Bruxelles I – Directive Voyages à forfait – Règlement (CE) n° 261/2004 – Retard important d'un vol – Contrat de transport combiné à un hébergement conclu entre le passager et un organisateur de voyages – Action en indemnisation dirigée contre le transporteur aérien non partie à ce contrat – Compétence judiciaire – Matière contractuelle et conclusion d'un contrat – Obligation librement assumée d'une partie envers une autre – For du consommateur exclu. Commentaire de CJUE, 26 mars 2020, *Libuše Králová c/ Primera Air Scandinavia*, aff. C-215/18, *JDI*, n° 1/2021, commentaire 6

Antoine Petel

Politique sur les données : comparaison des approches française et européenne, *RLDI*, 2021/178, n° 5923, p. 43-48

Loïc Robert

« L'Union européenne et le marché des armes : quelle place pour la démocratie ? », p. 341-354 *in* **Éric Carpano et Gaëlle Marti** (dir.), *Démocratie*

et marché dans l'Union européenne, Bruxelles, Larcier, 2021, 480 p.

Panayotis Soldatos

L'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le R.-U. : la primauté, chez les Britanniques, du discours du vraisemblable sur l'analyse du réel, Fenêtre sur l'Europe [en ligne], 5 février 2021

Blanche Sousi

La Conférence sur l'avenir de l'Europe : un peu d'espoir en pleine cacophonie, Banque-Notes Express [en ligne], 10 mars 2021

Hélène Surrel

« La motivation en pratique : l'exemple de la protection de la vie privée – Étude de décisions de la Cour EDH », *in* Valérie Goessel-Le Bihan et Jeremy Heymann (dir.), *Les Transversales de Lyon 2 – 2019. Comment sont motivées les décisions de justice ?*, Lyon, Les Transversales de Lyon 2, Actes en ligne, 2021
Chronique « Droit de la Convention européenne des droits de l'homme » (avec Frédéric Sudre, Laure Milano et Béatrice Pastre-Belda), *JCP G*, 2021, doctrine 28.

COMMUNICATIONS

Gaëtan Balan

Des programmes de recherche pour une application concrète du droit de la mer, Le Podcast du droit international (dir. **Pauline de Bilbao**), épisode 2, 22'15, 24 mars 2020

Cécile Corso

Présentation de l'EPAPFR – Présentation du projet européen EPAPFR, Conférence de lancement de la plateforme EPAPFR (Projet FIJI-CREDIP), Lyon, FIJI Rhône-Alpes/CREDIP (dir. sc. **Cécile Corso, Cyril Nourissat et Ludovic Pailler**), 26 février 2021

Ester del Nonno

Italy's informal pushbacks of migrants on the Balkan route deemed illicit, Workshop online European judges and migration MAPS Project (dir. sc. **Kiara Neri et Julie Ferrero**), Lyon, 26 mars 2021

Alain Devers et Marc Cagniart

La codification à l'heure européenne vue des praticiens, Colloque comodal *La codification du droit international privé français à l'heure européenne* (dir. sc. **Ludovic Pailler**), Lyon, CREDIP, 18 mars 2021

Julie Ferrero

Vulnerability is in the eye of the beholder: the ECHR and the asylum seeker, Workshop online European judges and migration MAPS Project (dir. sc. **Kiara Neri et Julie Ferrero**), Lyon, 26 mars 2021

Rosalie Le Moing

Les « normes grises » du droit international public, Le Podcast du droit international (dir. **Pauline de Bilbao**), épisode 1, 23'05, 10 mars 2020

Gaëlle Marti et Sylvie Guillaume

Le Parquet financier européen : vers un espace commun de justice pénale dans l'Union européenne, conférence Mouvement européen – Rhône, Lyon, 18 mars 2021

Cyril Nourissat

Questions générales sur l'accès aux droits et sur la mise en œuvre des règlements de l'UE, Conférence de lancement de la plateforme EPAPFR (Projet FIJI-CREDIP), Lyon, FIJI Rhône-Alpes/CREDIP (dir. sc. **Cécile Corso, Cyril**

Nourissat et Ludovic Pailler), 26 février 2021

Ludovic Pailler

Allocution d'ouverture, Colloque comodal *La codification du droit international privé français à l'heure européenne* (dir. sc. **Ludovic Pailler**), Lyon, CREDIP, 18 mars 2021

Conclusion, Conférence de lancement de la plateforme EPAPFR (Projet FIJI-CREDIP), Lyon, FIJI Rhône-Alpes/CREDIP (dir. sc. **Cécile Corso, Cyril Nourissat et Ludovic Pailler**), 26 février 2021

Luis Piqueras Ferriz

Problemática asociada a la traducción de lo jurídico en contexto (fr-es/es-fr). Propuesta de metalenguaje en torno al concepto de equivalencia [Problématique associée à la traduction du juridique en contexte (fr-es/es-fr). Proposition de métalangage sur le concept d'équivalence juridique], Journées des doctorants en Traductologie 2021, universités d'Alicante et de Valladolid, 16 mars 2021

Clémentine Pouzet

Regards croisés sur l'intelligence artificielle : le Conseil de l'Europe et l'UE, Journée Patrick Daillier *Stratégies juridiques européennes sur la scène internationale : entre projection et négociation*, université Paris Nanterre (CEDIN), 12 mars 2021

Loïc Robert

Extraterritorialité et exceptionnalisme juridique européen, Colloque en ligne *Union européenne et extraterritorialité, acteurs, fonctions réactions*, (dir. sc. Cécile Rapoport et Alan Hervé), Rennes, 21 et 22 janvier 2021

What is a deprivation of liberty? The Hungarian Transit Zones in the recent case Law of European Courts, Workshop online European judges and migration MAPS Project (dir. sc. **Kiara Neri et Julie Ferrero**), Lyon, 26 mars 2021

Mathieu Rouy

Entre extension et fragmentation du champ d'application du droit de l'UE : le cas de la citoyenneté européenne, Atelier doctoral *Le Champ du droit de l'Union*, Paris, université Paris II – Panthéon-Assas, 5 mars 2021

MANIFESTATIONS



21 janvier 2021

Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)

Offshore Methane Hydrates - The Biggest Hidden Issue in Energy Law, by professor **Roy Partain**, University of Aberdeen, School of Law

[Vidéo en ligne](#)

27 janvier 2021

Énergie et citoyenneté

Visioconférence CEE

dir. sc. **Bernadette Le Baut-Ferrarese**

CONFÉRENCE
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
Centre d'études européennes

VISIOCONFÉRENCE
ÉNERGIE ET CITOYENNETÉ

Sous la direction scientifique de
Bernadette LE BAUT-FERRARESE: Professeur, EDIEC-CEE
Responsable pédagogique du master Droit global du
changement climatique

Avec les contributions de :

Blanche LORMETEAU, chercheur en droit, post-doc projet FINCLIMLEX -
ADEME, ISJPS, UMR 8103, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Olivier LANGEVIN, Conseiller techniques collectifs à SPL ALEC de la Grande
Région Grenobloise

Louis DE FONTENELLE, Maître de conférences en droit public à l'Université de
Pau et des Pays de l'Adour, Titulaire de la chaire partenariale E2S UPPA «MOVE»

⌚ 9H00-11H00
27 JANVIER 2021

INFO D'INFOS - TARIFS & INSCRIPTIONS SUR
infos@ediec.univ-lyon3.fr

INSCRIPTION OBLIGATOIRE :
Centre d'études européennes
cee.ediec.univ-lyon3.fr

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
EDIEC
Centre d'études européennes



16 février 2021

Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)

Eminent Domain Law as Climate Policy, by professor **Alexandra Klass**, University of Minnesota Law School

[Vidéo en ligne](#)

19 et 26 février 2021

Projet européen EPAPFR (FIJI et CREDIP)

Conférences de lancement de la plateforme EPAPFR

dir. sc. **Cécile Corso, Cyril Nourissat et Ludovic Pailler**



CONFÉRENCE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
EN DROIT INTERNATIONAL

**LES VICISSITUDES DE
L'ÉTAT DE DROIT DANS
L'UNION EUROPÉENNE**

par Constantin Yannakopoulos,
Professeur de la Faculté de Droit de l'Université d'Athènes.
Sous la direction scientifique de Michaël KARPENSCHIF, Professeur, EDIEC-CEE

● 16H00-18H00
10 MARS 2021

En ligne

INSCRIPTION OBLIGATOIRE
MARIE.BROSSARD@UNIV-LYON3.FR

COLLOQUE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
EN DROIT INTERNATIONAL

IDEA LYON Institut de droit international de Lyon

CEE Centre d'études et de recherches en droit européen

EDIEC École de droit international, école de commerce

10 mars 2021

Projet TGL (Aubin Nzaou, post-doc, Houston)

Uncommon Law: Judging in the Anthropocene, by professor **Joshua Galperin**, University of Pittsburgh School of Law

Vidéo en ligne



COLLOQUE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ FRANÇAIS
À L'HEURE EUROPÉENNE

Sous la direction scientifique de :
Ludovic PAILLER, Professeur à l'université Jean Moulin Lyon 3

Avec les contributions de :
Jean-François de BOUSSOLIER, Directeur des affaires civiles et du sociau, ministère de la Justice
Marc CAIGNART, Notaire, SCP Castiglione, Paris
Alain DEVERS, Maître de conférences HDR, Université Jean Moulin Lyon 3
Emmanuel PUTMAN, Professeur à l'université d'Aix-Marseille

● 14H00-17H00
18 MARS 2021

En ligne

COLLOQUE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
CONTACT MARIE.BROSSARD@UNIV-LYON3.FR

IDEA LYON Institut de droit international de Lyon

CREDIP Centre de recherche et de documentation sur le droit public

LexisNexis

EDIEC École de droit international, école de commerce

18 mars 2021

La codification du droit international privé français à l'heure européenne

Colloque comodal CREDIP

dir. sc. **Ludovic Pailler**

Vidéo en ligne

WORKSHOP UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
EN DROIT INTERNATIONAL

MAPS
WORKSHOP
European judges and migration

Sous la direction scientifique de :
Kiara NERI, Maître de conférences HDR à l'université Jean Moulin Lyon 3 et directrice du CDI
Julie FERRERO, Professeure de droit public à l'université Jean Moulin Lyon 3

● 9H00-15H00
26 MARS 2021

Salle Cailleret + online
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard - Lyon 7^e

COLLOQUE UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3
SIGN UP : MARIE.BROSSARD@UNIV-LYON3.FR

IDEA LYON Institut de droit international de Lyon

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

MAPS Migration and the Rule of Law

26 mars 2021

European judges and migration / MAPS Project

Workshop comodal CDI

dir. sc. **Kiara Neri et Julie Ferrero**

LE PODCAST DU DROIT INTERNATIONAL



Créé par **Pauline de Bilbao**, doctorante au **Centre de droit international**, ce podcast est consacré à la recherche juridique en droit international public.

Chaque épisode est consacré à un entretien avec un ou une doctorant(e), docteur(e) ou enseignant(e)-chercheur(e) qui évoque son sujet de recherche.

Deux épisodes sont mis en ligne chaque mois :

Épisode 1 – Les « normes grises » du droit international public, par **Rosalie Le Moing** – 10 mars 2020 – 23'05

Dans cet échange il est question des « normes grises » du droit international public. Que sont-elles ? D'où viennent-elles ? Quelles sont les conséquences de leur existence en droit international ? Autant de questions sur lesquelles travaille Rosalie et auxquelles elle tente de nous apporter des réponses. Revenant d'abord sur son parcours et sur son inclination pour la recherche, Rosalie présente ensuite plusieurs causes de l'existence des « normes grises » telles que la source de la norme (une coutume ambiguë ou un traité évasif), la codification de la coutume, ou encore l'interprétation d'une norme par les États, les juges ou encore les traducteurs interprètes. Enfin, elle soulève plusieurs interrogations quant aux conséquences de l'existence des « normes grises » sur la place du juge en droit international, sur la sécurité juridique et la prévisibilité du droit mais aussi sur la qualité du système juridique.

Épisode 2 – Des programmes de recherche pour une application concrète du droit de la mer, par **Gaëtan Balan** – 24 mars 2020 – 22'15

Gaëtan Balan revient sur son parcours et sur son rôle au sein des différents programmes de recherche auxquels il a pu participer. Doctorant au sein du programme *ERC Human Sea – Rendre la mer humaine*, il nous présente les axes de recherche de cet ambitieux programme dirigé par Patrick Chaumette. Gaëtan a notamment travaillé sur le rôle de l'Union européenne et de ses États membres dans la lutte contre les activités illicites en mer. Intégré comme post-doctorant au **programme de recherche MERCRO** dirigé par **Kiara Neri** et financé par l'ANR, Gaëtan nous explique les enjeux de ce programme international qui s'intéresse à la superposition des régimes de police en mer et aux problématiques que cela peut engendrer quant à leur efficacité. Le programme a déjà établi une liste des normes internationales de police applicables en mer et un questionnaire destinés à la diffusion auprès des acteurs et utilisateurs des espaces maritimes. Il nous parle également d'un de ces sujets de recherche actuels qu'il mène en collaboration avec Kristoffer Svensen, les mesures de polices mises en œuvre dans le cadre du *deep sea mining*.

Largement diffusée, la série est accessible sur le **site web** dédié, sur les chaînes et plateformes de diffusion **YouTube**, **Spotify**, **Deezer**, **Google Podcasts** et **SoundCloud** et sur les réseaux sociaux **Twitter** et **LinkedIn**.

SOUTENANCES DE THÈSES

Anne-Sophie Delobre

L'arbitrage familial international

Thèse en droit international, européen et comparé, dirigée par **Alain Devers**

Soutenue le 22 janvier 2021

Abdoulaye Sow

L'influence de l'Union européenne sur les processus d'intégration en Afrique de l'Ouest

Thèse en droit international, européen et comparé, dirigée par
Gaëlle Marti et Kiara Neri

Soutenue le 22 janvier 2021



Résumé : L'Union européenne exerce une influence active et une influence passive sur les organisations régionales africaines. L'influence active résulte de l'action extérieure de l'UE. L'Union s'emploie, par le biais des relations conventionnelles, à exporter son modèle et à assurer la promotion de ses valeurs. L'influence passive est, quant à elle, plutôt une influence subie. C'est une influence voulue et désirée par les organisations régionales africaines. Cette influence n'est pas imposée ou exercée, elle découle de la force d'attraction du modèle

européen. En effet, l'Union européenne, en dehors de toute politique conventionnelle, est objet de fascination. Ce sont ces deux formes d'influence qu'aborde cette étude. L'objectif central de la recherche est d'interroger les similitudes, mais aussi de questionner la pertinence de la transposition du modèle européen dans un environnement autre que le sien. Les logiques d'intégration n'étant pas identiques, les organisations régionales africaines optent pour un mimétisme juridique et institutionnel limité.



Mandiou Traore

Le règlement des litiges commerciaux en Afrique de l'Ouest

Thèse en droit privé, dirigée par Béatrice Jaluzot

Soutenue le 29 janvier 2021

Résumé : L'organisation du règlement des litiges commerciaux en Afrique de l'Ouest notamment dans les États Parties au Traité OHADA est marquée à la fois par l'intervention des juridictions nationales d'instance et d'appel et de la Cour commune de justice et d'arbitrage. En effet, la mise en place d'une législation commune en matière de droit des affaires a nécessité l'institution d'une Cour de cassation unique pour unifier la jurisprudence. L'uniformisation de la jurisprudence a conduit à la mise à l'écart des juridictions nationales supérieures de tout enjeu de règlement de litiges liés à l'application du droit uniforme excepté les décisions appliquant des sanctions pénales. Dès lors, les relations entre les deux ordres de juridictions supérieures sont plus empreintes de conflits que basées sur un véritable dialogue des juges. Eu égard à ce qui précède, pour assurer aux opérateurs

économiques un meilleur règlement de leurs litiges en évitant les difficultés liées au règlement judiciaire, il convient de promouvoir d'autres outils alternatifs de règlement des litiges. Dès lors, l'adoption des actes uniformes relatifs à l'arbitrage et à la médiation ont permis de donner aux opérateurs économiques, d'autres lieux alternatifs pour régler leurs litiges. En outre, le développement des centres d'arbitrage, de médiation et de conciliation semble être une alternative aux juridictions judiciaires. Au regard, des multiples saisines du centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation de Ouagadougou par les banques et établissements financiers, les sociétés d'assurances, de transports et de télécommunications, les entreprises minières et énergétiques, l'on peut en déduire que ce centre joue un rôle important dans le règlement alternatif des litiges commerciaux en Afrique de l'Ouest.

PRIX DE THÈSE

Charlemagne Dagbedji est lauréat ex-æquo avec André Kouamé Guillaume N'Guetta du premier prix de l'Association française des docteurs en droit dans la catégorie Droit OHADA (Prix Mamoudou Barry), pour sa thèse intitulée *Arbitrage OHADA et prérogatives de puissance publique nationales*, dirigée par **Édouard Treppoz** et Ahonagnon Noël Gbaguid



ACTIVITÉ DES MASTERS

22/01

L'état de l'Union : le Parquet européen, Libertés fondamentales et crise sanitaire et le Pacte vert pour l'Europe

Visioconférence **ALYDE-CEE** organisée par les étudiants en Master Droit européen
dir. sc. **Gaëlle Marti, Loïc Robert, Bernadette Le Baut-Ferrarese et Étienne Durand**)

[Vidéo en ligne](#)

NOMINATIONS / PROMOTIONS / DISTINCTIONS

1^{er} janvier 2021

Nomination de **Christine Ferrari-Breeur** en tant que vice-présidente en charge des affaires sociales et de la qualité de vie au travail

Nomination de **Ludovic Pailler** en tant que chargé de mission à la Formation (droit - économie - gestion)

Entrée de **Marie-Laure Basilien-Gainche**, professeure de droit public, au sein de l'EDIEC et de ses doctorants :

Aude Blénet (*Droit d'asile et souveraineté des États. Étude comparée des flux migratoires entre les États-Unis et l'Amérique du Sud et l'Union européenne et les États du bassin méditerranéen / co-dir. Carlos Humberto Reyes Diaz, Universidad Autonoma de Mexico*)

Antoine Guérin (*La gestion des flux migratoires par la puissance publique en Europe*)

Helena Hattmannsdorfer (*« Living » in Refugee Camps. Asylum seekers and the [exceptional] life of minimum standards in France, Hungary and Italy / co-dir. Sieglinde Rosenberger, université de Vienne*)

Caroline Nicot (*L'accueil des demandeurs d'asile en France. Le principe de dignité en question*)

Almodis Peyre (*L'enfermement comme méthode. Étude de l'effectivité du droit international des droits de l'homme à partir du cas des passagers clandestins sur les navires de la marine marchande*)

18 janvier 2021

Renouvellement du mandat de **Blanche Sousi** en tant que membre titulaire du **Comité consultatif du secteur financier** (CCSF), au titre des personnalités choisies en raison de leur compétence ([arrêté du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance en date du 18 janvier, JORF, 24 janvier 2021](#))

19 janvier 2021

Élection de **Gaëlle Marti** en tant que membre enseignant titulaire de la Section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants-chercheurs et enseignants (SDECE) de l'université Jean Moulin Lyon 3

Élection de **Marie Tillmann** en tant que membre usager titulaire de la Section disciplinaire compétente à l'égard des usagers (SDU) de l'université Jean Moulin Lyon 3

9 février 2021

Renouvellement du mandat de **Laurence Francoz Terminal** en tant que membre du conseil documentaire de l'université Jean Moulin Lyon 3, représentante des bibliothèques associées

1^{er} mars 2021

Entrée de **Pierre-François Laval**, professeur de droit international public, au sein de l'EDIEC

4 mars 2021

Qualification de **Julie Courtois** aux fonctions de maître de conférences par la section 15 du Conseil national des universités (Langues et littératures arabes, chinoises, japonaises, hébraïques, d'autres domaines linguistiques)

5 mars 2021

Désignation de **Véronique Gervasoni** en tant que membre du Groupe de travail chargé d'élaborer les lignes directrices de gestion de l'établissement relatives à la mobilité des personnels BIATSS et des lignes directrices de gestion relatives aux promotions et à la valorisation des parcours professionnels des personnels BIATSS (mars-avril 2021)

ÉVÉNEMENTS À VENIR

6/04

Visioconférence – 10h-12h

La Cour de justice et les signes religieux en entreprise, avec Hélène Surrel, Professeure de droit public à Sciences Po Lyon et Panagiota Katsorchi, Docteure en droit et Référendaire à la Cour de justice

dir. sc. [Gaëlle Marti](#) et [Loïc Robert](#)

15/06

Conférence – 14h-16h30 – Amphi de la MILC

Les juridictions régionales vues par la doctrine, avec Laurence Burgorgue-Larsen et Laure Clément-Wilz
dir. sc. [Gaëlle Marti](#) et [Julie Ferrero](#)

24-25/06

Colloque – Salle Caillemer

Projet ANR MERCRO

dir. sc. [Kiara Neri](#)

7-8/10

Colloque

Centenaire de l'Institut de droit comparé Édouard Lambert

dir. sc. [Frédérique Ferrand](#)

Novembre

Atelier franco-allemand

Le droit des affaires et la justice civile à l'épreuve de la pandémie
dir. sc. pour Lyon 3 [Frédérique Ferrand](#)

4-5/11

Colloque – Amphi Huvelin

Le droit de la sécurité de l'approvisionnement énergétique
dir. sc. [Bernadette Le Baut-Ferrarese](#)

17-18-19/11

Colloque – Amphi Huvelin

Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union européenne ?

dir. sc. [Ludovic Pailler](#)

NOUS SUIVRE SUR LE WEB

SITES

EDIEC, [Équipe de droit international, européen et comparé](#)

CDI, [Centre de droit international](#) :

[Le Journal du CDI](#)

[Le Podcast du droit international](#) + [Twitter](#) + [LinkedIn](#) + [YouTube](#)

CEE, [Centre d'études européennes](#)

CREDIP, [Centre de recherche sur le droit international privé](#)

IDCEL, [Institut de droit comparé Édouard Lambert](#)

RÉSEAUX SOCIAUX

[Facebook](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

BLOGS

L'Europe vue de l'amphi par Blanche Sousi : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Banque-Notes par Blanche Sousi : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Le Blog de Panayotis Soldatos : <https://www.soldatos.net>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS

PUBLICATIONS

Collection numérique « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) »

Collection numérique « [Les Mémoires de l'EDIEC](#) »

Les [publications](#) de nos enseignants-chercheurs et doctorants

Notre activité en archive ouverte sur [HAL](#)

RAPPORTS ANNUELS

Consulter nos [rapports annuels d'activité](#), édités depuis 2011.

Dernière parution : [Rapport d'activité 2020](#), décembre 2020, 83 p., 2,2 Mo

ÉVALUATIONS

Lire les évaluations quinquennales de notre équipe par des autorités administratives indépendantes nationales :

- [Évaluation par le Hcéres \(2020\)](#)
- [Évaluation par le Hcéres \(2015\)](#)
- [Évaluation par l'AERES \(2010\)](#)

Directrice de publication : **Frédérique Ferrand**, Professeure, Directrice de l'EDIEC

Responsable d'édition et responsable de la rédaction : **Véronique Gervasoni**, Administratrice de l'EDIEC

Graphiste et maquettiste : **Marie Brossard**, Gestionnaire administrative et assistante à la valorisation de la recherche de l'EDIEC

Bulletin trimestriel (4 numéros/an : mars, juin, septembre et décembre)

Bulletin gratuit, en open access : [CC-BY-NC-ND](#)

Disponible sur : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications/le-bulletin-de-lediec>

Langue de publication : français

Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC – EA 4185)

Adresse postale : Université Jean-Moulin Lyon 3 – Faculté de droit – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 | 69372 Lyon Cedex 08

Courriel : ediec@univ-lyon3.fr | Téléphone : 04 78 78 72 51

Mise en ligne : 31 mars 2021 – VII^e année – 25^e numéro – ISSN : 2778-2425